

Histoire thème 4 - Séquence 1

La gouvernance économique mondiale depuis 1944

La mondialisation a créé une **interdépendance croissante entre les États**. Or, il n'existe aucun « Ministre de l'Économie et des Finances du monde » édictant des règles communes et des politiques universelles.

La gouvernance naît donc de cette absence, et du manque de ces règles. Les États, les entreprises, les citoyens ont été confrontés à cette interdépendance croissante et à ces conséquences. La **mondialisation a créé des enjeux mondiaux** – et qui ne pouvaient être envisagés qu'à l'échelle mondiale : enjeux économiques mais aussi d'autre nature comme les questions climatiques et environnementales... Ce sont à ces enjeux que la gouvernance mondiale tente de répondre.

Le mot de gouvernance remonte au français médiéval. L'usage du mot s'était perdu et est revenu dans la langue française au travers d'un mot anglais (d'Amérique du Nord, c'est-à-dire des États-Unis) : ***governance***.

Ce terme a d'abord été utilisé dans le monde des entreprises, dans lequel il était utilisé pour désigner la recherche d'une gestion optimale. Il a ensuite été utilisé dans les instances visant à évaluer et améliorer les modes de gouvernement des États, et d'abord des États pauvres demandant des programmes d'aide au développement. Enfin la « ***global governance*** » désigne aujourd'hui la **régulation universelle de problèmes qui se posent à l'échelle de l'humanité entière**. Elle revient à désigner les **tentatives de régulation de la mondialisation**.

Cette séquence de « **la gouvernance économique du monde depuis 1944** » place l'échelle

mondiale comme cadre de l'étude.

Une chronologie de la gouvernance : quelques étapes du thème de la gouvernance

- ❑ **XIII^e siècle** - Le terme gouvernance apparaît en français pour qualifier « *l'art de gouverner les hommes* ».
- ❑ **1638** - Le duc de Sully expose le « Grand Dessein de Henri IV » visant à « conserver et augmenter la Chrétienté » grâce à un accord entre les grandes puissances.
- ❑ **1713** - Le philosophe britannique Jeremy Bentham imagine *A Plan for Universal and Perpetual Peace*
- ❑ **1795** - Le philosophe allemand Emmanuel Kant publie *Vers la paix perpétuelle*.
- ❑ **XIX^e siècle** - Création des premières organisations internationales : Commission centrale pour la navigation du Rhin en 1816, Union internationale du télégraphe en 1865, Union générale des postes en 1874.
- ❑ **1919** - Au lendemain de la Première Guerre Mondiale, création à Genève de la Société des Nations (**SDN**) qui a pour but la prévention des guerres au travers du principe de sécurité collective, la résolution des conflits par la négociation et l'amélioration de la qualité de la vie.
- ❑ **1944** - Les accords de Bretton Woods posent les bases de l'organisation monétaire et financière internationale de l'après-guerre ; création de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (**FMI**).
- ❑ **1945** - Création de l'Organisation des Nations Unies (**ONU**) lors de la conférence de San Francisco.
- ❑ **1947** - Ouverture à Genève du premier cycle de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (**GATT**) destiné à favoriser le libre-échange.
- ❑ **Années 1970** - Le terme de gouvernance se généralise en économie, notamment pour faire référence à l'exigence d'une plus grande transparence dans la gestion des entreprises (*corporate governance*).
- ❑ **1971** - Le 1^{er} Forum économique mondial de Davos (Suisse) réunit dirigeants d'entreprise, responsables politiques, intellectuels afin de débattre des grands problèmes du monde contemporain.
- ❑ **1975** - 1^{ère} réunion du G6 (« groupe des Six »), un groupe de discussion et de partenariat économique des 6 premières puissances économiques mondiales (États-Unis, Japon, RFA, France, Royaume-Uni, Italie).
- ❑ **1976** - le G6 devient G7 en s'élargissant au Canada.
- ❑ **1992** - Le « Sommet planète Terre » organisée à Rio de Janeiro sous l'égide des Nations-Unies marque l'intensification des préoccupations internationales relatives à l'environnement.
- ❑ **1994** - Accords de Marrakech : le GATT devient l'OMC à l'issue de son 8^e cycle de négociations, l'Uruguay Round.
- ❑ **1999** - Échec de la conférence ministérielle à Seattle : rôle croissant des mouvements altermondialistes.
- ❑ **2000** - Sommet du millénaire des Nations-Unies : adoption de huit objectifs de développement à atteindre avant 2015.

☐ **2001** - Le premier Forum Social Mondial (FSM) à Porto Alegre (Brésil) réunit des organisations citoyennes du monde entier.

☐ **2008** - Le G20 se réunit pour la première fois au niveau des Chefs d'État ou de gouvernement.

Ses pays membres représentent les 2/3 du commerce mondial et de la population mondiale et plus de 90% du PIB mondial.

 *A l'examen, deux épreuves possibles :*

- *une composition*

- *une étude critique d'un ou deux document(s)*

I – Les États-Unis imposent un nouvel ordre économique mondial après la Seconde Guerre mondiale

Carte pp. 366-367 – A la recherche d'une gouvernance économique mondiale

? *Comment et pourquoi les États-Unis entreprennent-ils à la fin de la Seconde Guerre mondiale la mise en place d'un ensemble d'institutions garantissant la paix, la prospérité économique et la stabilité financière ainsi que le progrès social ?*

A – Le nouvel ordre économique américain

Dossier pp. 364-365 – Introduction (documents et notions)

Les États-Unis sortent victorieux de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi plus riches (plus riches qu'avant la guerre) et plus puissants. Déjà première puissance économique du monde depuis la fin du XIX^e siècle, ils accèdent au rang de **première puissance internationale**

en assumant leur leadership. Leur territoire national a été épargné par les combats ; leur population civile a été épargnée par les bombardements qui ont détruit l'Europe et le Japon. À l'issue du conflit, leur **revenu national a plus que doublé**. Leur **budget est équilibré**. Surtout, leur **puissance financière est considérable**. Les États-Unis possèdent les **2/3 des réserves d'or mondiales**. Le dollar est la seule monnaie des pays belligérants à conserver en 1945 la même valeur qu'avant la guerre. Aucune autre monnaie – notamment européenne – ne peut plus rivaliser avec le dollar, qui supplante définitivement la livre sterling comme monnaie internationale.

Les États-Unis sont aussi en position de **domination des échanges internationaux** : les **économies européennes sont ruinées et confrontées à la pénurie alimentaire** et la destruction de leur tissu industriel. Au contraire, l'agriculture et l'industrie américaines ont des surplus de production à écouler. Enfin, les **États-Unis contrôlent les grandes voies maritimes et aériennes majeures**, alors même que la **flotte aérienne et navale prend une importance majeure**.

Les États-Unis ont longtemps été **protectionnistes**. De fait, ils se convertissent au **libre-échange dans les années 1930**. La crise qu'ils traversent alors est en effet marquée par l'existence d'une **importante surproduction, notamment de produits agricoles**. Dans les années 1930, la **plupart des pays avaient mis en œuvre des politiques de protection** de leur marché national.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la **thèse selon laquelle ces politiques protectionnistes ont engendré des tensions qui ont conduit inéluctablement à la guerre domine aux États-Unis**. Ils se transforment donc en **chantres du libre-échange international**.

Cette attitude libre-échangiste est **conforme aux intérêts des États-Unis**. Ils réalisent à eux seuls en **1945 la moitié de la production mondiale**. Ils veulent **éviter une nouvelle crise de surproduction en assurant les débouchés suffisants à cet énorme niveau de production**. Enfin, la **guerre a ruiné tous leurs concurrents potentiels**, les mettant en position de monopole temporaire dans de nombreux secteurs économiques.

B – Le système de Bretton Woods et la recherche de la stabilité économique mondiale

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale sont marqués par la **mise en place d'institutions et d'instances internationales visant à garantir la stabilité économique et la prospérité mondiale**. Cette reconstruction de l'ordre économique fut **prise en charge par les États-Unis, avec le soutien de leurs alliés occidentaux**. Elle s'explique par le traumatisme de la crise de 1929 aux États-Unis et vise donc à prévenir le retour de telles difficultés.

1° - Le système monétaire international de Bretton Woods

Document 1 p. 362 – 1944 : la conférence de Bretton Woods et le leadership américain

La Conférence qui se tient aux **États-Unis à Bretton Woods** (dans le New Hampshire) réunit les **délégués de 44 nations du 1^{er} au 22 juillet 1944** – donc **avant même la fin du conflit**. Lors du discours inaugural à cette conférence, **Henry Morgenthau**, Secrétaire d'Etat au Trésor depuis 1934 déclare « **Il faut éviter de recourir aux pratiques pernicieuses du passé telles que la course aux dévaluations, l'élévation des barrières douanières, les accords de troc, le contrôle des changes par lesquelles les gouvernements ont essayé vainement de**

maintenir l'activité économique à l'intérieur de leurs frontières. En définitive, ces procédés ont été des facteurs de dépression économique sinon de guerre ».

Doc. 2 p. 370 – La ratification par le Congrès des accords de Bretton Woods (1945)

Henry Morgenthau (1891-1967) est, en 1945, le secrétaire du Trésor américain. Il occupe ce poste depuis 1934 ; il est donc l'un des hommes de confiance de Roosevelt et l'un des artisans du New Deal aux États-Unis. Convaincu des effets désastreux de la crise économique sur la paix mondiale, il est tout acquis à l'analyse libérale (seule la relance des échanges permettra de retrouver la prospérité mondiale), tout en étant convaincu du rôle des États dans la régulation et la relance de la croissance.

En 1944, il est le principal négociateur américain aux accords de Bretton Woods et soutient les positions d'Harry Dexter White. Une fois les accords signés entre 44 nations libres (l'URSS est en simple observatrice), Henry Morgenthau souhaite les voir ratifier au plus tôt par le Congrès américain. En effet, il veut éviter un refus du Congrès qui conduirait une nouvelle fois les États-Unis à se désengager des grands projets internationaux. Déjà en 1919, le Congrès avait refusé de ratifier le traité de Versailles et avait enterré le rêve du président Wilson de voir les États-Unis participer à la Société des Nations. Compte tenu de la place qu'occuperaient les États-Unis dans le nouveau système monétaire international et leurs fortes contributions aux institutions de Bretton Woods (à hauteur d'un tiers en 1945), la non-ratification des accords sonnerait la fin prématurée des tentatives américaines pour relancer au plus vite l'économie mondiale.

Le combat législatif est donc long pour Henry Morgenthau et ce discours devant une

commission spécialisée de la Chambre des représentants marque l'une des nombreuses étapes qui doit mener à la ratification. Il faut en effet attendre juillet 1945, soit un an après la conférence, pour que le Sénat ratifie définitivement les accords de Bretton Woods, par un vote massif en sa faveur (61 voix contre 16). Ce sont essentiellement les arguments économiques qui ont emporté la décision des représentants américains.

En effet, les États-Unis ont développé un secteur militaro-industriel productif et performant, mais bientôt en surcapacité, une fois la guerre terminée. L'urgence est donc à la reconversion, et seule l'ouverture de marchés extérieurs peut constituer des débouchés suffisants pour l'industrie américaine.

Le mois précédent, en juin 1945, le Congrès avait autorisé une première baisse des tarifs douaniers... C'est enfin le contexte international qui pousse les représentants à choisir la ratification. La ratification des accords de Bretton Woods quelques semaines après la capitulation allemande et peu avant la conférence de Potsdam, s'inscrit ainsi dans le cadre des tensions grandissantes en Europe avec l'allié soviétique. En ratifiant les accords, les États-Unis sortent donc définitivement de l'isolationnisme.

Bien avant la fin de la guerre en Europe et dans le Pacifique – l'intervention est datée du mois de mars 1945 –, le pays affirme un leadership économique.

La conférence a abouti à la **création de deux institutions garantes de la stabilité économique internationale, le FMI et la BIRD.**

Doc. 2 p. 369 – le système de Bretton Woods

Q° 1 p. 369 – Quels sont les objectifs et le fonctionnement du FMI ?

Q°2 p. 369 – En quoi confirment-ils la domination des États-Unis ?

R1- A sa création le FMI (Fonds monétaire international) est l'institution chargée du **maintien d'un système de taux de change fixes centrés sur le dollar américain et l'or** mis en place par les accords de Bretton Woods. Ce système a donc pour but d'**éviter les fluctuations excessives des monnaies**. Il préconise le retour dans les meilleurs délais à la libre convertibilité de toutes les monnaies entre elles et avec le dollar, devise pivot du nouveau système, convertible en or.

Il fonctionne comme une **caisse de solidarité** dont le capital est formé par les apports des pays signataires des accords de Bretton Woods sous forme d'une **quote-part calculée d'après leur poids économique et commercial**. Le quota versé par les pays est à $\frac{1}{4}$ formé d'or et aux $\frac{3}{4}$ formés de dollars. Le FMI reconnaît à chaque État-membre un « **droit de tirage** » initialement plafonné à **125% de sa quote-part** et destiné à lui permettre de surmonter des difficultés temporaires sans recourir à des manipulations monétaires (**cf. doc. 8 p. 373 – Les principaux emprunteurs auprès du FMI (1947-2000)**).

Ce nouveau système favorise donc les pays les plus riches, qui versent les quotes-parts les plus importantes au FMI, et en premier lieu les États-Unis.

R 2- Les États-Unis sont les **grands initiateurs** des accords de Bretton Woods (1944) et assument après 1945 un **leadership économique qu'ils avaient jusqu'alors refusé**. Les États-Unis, qui possèdent alors **60 % du stock d'or mondial**, sont au cœur du nouveau système monétaire international. Le **dollar, « as good as gold »**, est la **seule monnaie librement convertible en or**. Les autres monnaies doivent fixer leurs cours par rapport au dollar. De plus,

les institutions de gouvernance économique mondiale nées en 1945, – FMI et BIRD – siègent à Washington et les États-Unis y occupent une place centrale (financement, influence, direction).

Communément appelée **Banque mondiale**, la **BIRD** (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), est, avec le FMI, le **second pilier** des institutions financières internationales. Elle aussi a été créée en **juillet 1944 lors de la conférence monétaire et financière de Bretton Woods**. Son rôle est d'accorder des **crédits à long terme** pour favoriser dans l'immédiat la **reconstruction des pays détruits par la guerre** et, **ensuite, le développement pays pauvres**. Le 9 mai 1947, elle approuva son premier prêt, qui fut accordé à la France pour un montant de 250 millions de dollars (en valeur actualisée, il s'agit du plus gros prêt consenti par la Banque).

Doc. 7 p. 372 – Une visite à la Banque mondiale

Initialement composée de 44 pays membres, la Banque mondiale en compte désormais **187**.

LA BANQUE MONDIALE ou BIRD EN CHIFFRES

- Nombre de pays membres : 187 pays [en 2010]
- Directeur général : Jim Yong Kim (depuis le 1er juillet 2012) (toujours américain)
- Nombre de salariés : 10 000 environ
- Budget administratif : 1 230 millions €
- Prêts : la BIRD a consenti des prêts d'un montant total de 11,5 milliards de dollars pour appuyer 96 projets dans 40 pays (exercice 2002). Un pays doit obligatoirement être membre

du FMI pour adhérer à la Banque Mondiale. Enfin, le partage des pouvoirs est dévolu aux États-Unis et à l'Europe : traditionnellement, le directeur général du FMI est un Européen, et le président de la Banque mondiale, un Américain. **Cf. Doc. 5 p. 372 – Qui dirige la Banque mondiale et le FMI ?**

2°- Le GATT ou le retour au libre-échange

Le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT), soit l'**Accord Général sur les Droits de Douane et le Commerce** constitue l'autre versant de cette **politique de libéralisation des relations économiques**. Cet accord a pour but de définir des **règles de commerce universelles et de promouvoir une baisse des droits de douane**. Cet accord est signé le 30 octobre 1947 à Genève par **23 pays**, qui représentent alors **80 % du commerce mondial**.

Doc. 2 p. 376 – L'ouverture des frontières

Le Congrès des États-Unis (à majorité républicaine à partir de 1947) est hostile à un engagement plus contraignant et refuse de ratifier la Charte de la Havane élaborée en mars 1948 sous l'égide de l'ONU. Cette charte incluait en effet un code commercial, un code des investissements, une stabilisation du cours des produits de base et la création de l'OIC, Organisation Internationale du Commerce. En regard, le GATT n'est qu'un simple accord.

Il semble néanmoins **couronner le rêve du défunt Président Roosevelt d'un nouvel ordre mondial assurant la paix grâce à trois piliers** ; le **FMI** chargé de veiller à la **stabilité des monnaies**, l'**ONU** chargé de la **sécurité collective** et le **GATT** veillant au retour à la **libéralisation des échanges**.

Le texte même de l'accord comporte 35 articles. Il repose sur une **logique multilatérale fondée sur le respect de la réciprocité des avantages consentis**. C'est le **principe de la nation la plus favorisée** : toute concession accordée à un partenaire doit bénéficier à toutes les parties contractantes. Les subventions nationales sont strictement encadrées.

Les pays signataires s'engagent à **ne pas augmenter les droits de douane existants** et à participer à des « **négociations commerciales multilatérales** », aussi appelées « rounds » de négociations.

Toutefois, le GATT tolère de **nombreuses dérogations** pour tenir compte des situations économiques particulières. Ainsi les **produits agricoles** ont-ils longtemps bénéficié de ce type de mesures dérogatoires. Le GATT définit avant tout un cadre propice à la négociation multilatérale. Par conséquent, le libre-échange ne devient réalité que dans les années 1960.

3° - Le rôle de l'ONU dans l'économie mondiale et ses limites

Dès sa création en juin 1945, l'Organisation des Nations Unies intègre à ses missions les relations économiques comme facteur de paix, le maintien de la paix mondiale représentant sa mission essentielle. Ses fondateurs sont acquis au libéralisme et convaincus que la coopération économique entre pays est facteur de prospérité collective et de paix.

C'est pourquoi le système de l'ONU comporte :

- un **Conseil Economique et Social** qui a pour mission de promouvoir le développement économique et social.

Ainsi que des institutions indépendantes :

- le **FMI et la BIRD** sont des institutions indépendantes rattachées à l'ONU.

Et des institutions spécialisées pour accompagner la mise en place de cet ordre économique international :

- le **CNUCED** : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
- l'**UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
- le **HCR** : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Ainsi que certaines de ses agences spécialisées, organisations autonomes qui travaillent avec l'ONU et collaborent entre elles, comme :

- l'**OIT** : Organisation internationale du travail, antérieure à la naissance des Nations-Unies, son siège est à Genève.
- la **FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (siège à Rome).
- le **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement (centré sur les pays du Sud), siège à New York.
- le **PNUE** : Programme des Nations Unies pour l'Environnement basé à Nairobi (Kenya).
- L'**OMS** : Organisation mondiale de la santé basée à Genève dont le rôle est devenu primordial avec l'émergence de nouvelles maladies hautement transmissibles à l'ensemble de l'humanité.

C - La recomposition économique de l'Après-guerre

1°- Une reconstruction rapide

L'économie se relève de la Seconde Guerre mondiale **plus rapidement** que ne le laissait craindre la situation désastreuse de 1945.

- les États-Unis réussissent la **reconversion de leur économie de guerre** ;
- les pays d'Europe occidentale **se reconstruisent rapidement**, notamment grâce au financement américain du Plan Marshall ;
- les vaincus, **Allemagne et Japon se reconstruisent** également grâce au soutien des alliés occidentaux qui craignent l'expansion du communisme.

Cette reconstruction permet de poser les **bases d'un système monétaire international stable**. En 1949 la livre sterling, et une vingtaine de grandes monnaies à sa suite, dévaluent, ce qui met un terme à l'inflation héritée de la Seconde Guerre mondiale. Il faut néanmoins **attendre 1957 pour que la convertibilité des monnaies européennes prévue à Bretton Woods et définie comme objectif souhaitable, soit rétablie**.

La **reprise du commerce international** est favorisée par la **stabilisation du cours des monnaies**, et par les **premières négociations organisées sous l'égide du GATT**. Dès **1951, les échanges mondiaux dépassent leur niveau de 1938 mais aussi celui de 1929**, la meilleure année de l'entre-deux-guerres en la matière. Cette reprise bénéficie fortement à l'Europe occidentale.

Néanmoins, cette reconstruction **a fonctionné pour les pays qui ont accepté le modèle et les intérêts économiques des États-Unis**. Dans le monde coupé en deux par la guerre froide à partir de 1947, elle est donc **loin de concerner l'ensemble du monde**. Les pays d'Europe de l'Est ont été **contraints par l'URSS de refuser l'aide du Plan Marshall**. L'URSS

avait, de surcroît, d'emblée refusé de participer au nouveau système monétaire international et d'adhérer au GATT. Avec la victoire de Mao en Chine en 1949, c'est **presque le tiers de l'humanité qui vit dans un pays communiste et ne participe donc pas à ce nouvel ordre économique « mondial »**.

2° - Les pays du Sud, oubliés du nouvel ordre économique mondial ?

À partir des **années 1960**, les pays dits du « Tiers-monde » contestent de plus en plus l'ordre économique international imposé par les pays industrialisés. Les trois pôles dominants de ce monde industrialisé, qu'on appelle aussi Triade, sont les États-Unis, le Japon et l'Europe occidentale, dont les intérêts sont d'ailleurs loin d'être toujours convergents. Alors même que ces pays connaissent une phase de croissance soutenue, **l'écart qui les sépare des pays du Tiers-Monde semble se creuser**.

Dans les trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les **habitants des pays les plus riches ont vu leur revenu individuel augmenter en moyenne de 5843 dollars, alors que le revenu des habitants des pays pauvres n'augmentait sur la même période que de 81 dollars. Les pays du Tiers-monde ne représentent que 17 % des exportations mondiales en 1973, alors qu'ils pesaient 34 % en 1948**. Les pays pauvres essaient alors de développer leurs revendications afin de définir un ordre économique moins inégalitaire.

La **conférence des peuples afro-asiatiques de Bandung organisée entre les 18 et 25 avril 1955 en Indonésie** porte publiquement et collectivement ces revendications. **Vingt-neuf nations, représentant la moitié de la population mondiale mais seulement 8 % du PIB mondial s'y réunissent**.

Une des trois commissions de la conférence porte sur la coopération culturelle, les deux autres sur la politique et la coopération culturelle. La **résolution finale est une déclaration anticolonialiste** qui met au premier plan les revendications des pays du Tiers-Monde en matière de partage de la croissance économique mondiale.

Doc. - Communiqué final de la conférence de Bandung, 24 avril 1955

États participant à la conférence organisée par les gouvernements de Birmanie, de Ceylan, d'Inde, d'Indonésie, du Pakistan qui s'est tenue à Bandung du 18 au 24 avril 1955 : Afghanistan, Arabie saoudite, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chine populaire, Ghana (qui s'appelle alors Gold Coast), Egypte, Ethiopie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Népal, Nord-Vietnam, Pakistan, Philippines, Soudan, Sud-Vietnam, Syrie, Thaïlande, Turquie, Yémen.

1. La Conférence afro-asiatique reconnaît la nécessité urgente d'encourager le développement économique de la zone afro-asiatique.

Les pays participants ont exprimé le désir général d'une coopération économique sur la base des intérêts mutuels et du respect de la souveraineté nationale. Les propositions concernant la coopération économique entre les pays participants n'excluent pas le caractère désirable ou la nécessité d'une coopération avec les pays en dehors de la zone afro-asiatique, y compris les investissements de capitaux étrangers.

Il a été reconnu que l'assistance reçue par certains des pays participants dans le cadre d'accords internationaux ou bilatéraux – assistance émanant d'États extérieurs à la zone afro-asiatiques – a représenté une contribution appréciable à la réalisation des programmes de développement des bénéficiaires.

2. Les pays participants décident de s'accorder une assistance technique, dans toute la mesure de possible, sous forme : d'experts, de projets pilotes, de matériel de démonstration, d'échanges de documentation, d'établissements d'instituts de recherche et de formation nationaux et – si possible régionaux – qui prodigueront leurs connaissances techniques et scientifiques en coopération avec les organismes internationaux existants.

3. La conférence afro-asiatique recommande

- l'établissement sans retard d'un Fonds des Nations Unies pour le développement économique

- l'allocation par la Banque internationale de reconstruction et de développement d'une plus grande partie de ses ressources aux pays afro-asiatiques

- la fondation rapide d'une corporation internationale financière qui devrait inclure dans ses activités l'engagement de procéder à des investissements

– d'encourager l'organisation de projets communs entre les pays afro-asiatiques, dans la

mesure où cela correspondrait à leurs intérêts communs

4. La Conférence afro-asiatique reconnaît la nécessité vitale de stabiliser le commerce des marchandises dans la zone afro-asiatique. [...]

5. La Conférence afro-asiatique préconise une action collective des pays participants pour stabiliser les prix internationaux et la demande des marchandises essentielles par le jeu de dispositions bilatérales et multilatérales. Dans la mesure où cela est possible et désirable, les pays participants devraient adopter une ligne de conduite unifiée à l'égard de ce problème à la Commission consultative permanente des Nations Unies pour le commerce international ainsi que dans les autres organisations internationales.

Q° 1 - Présentez le document, en rappelant le contexte historique de la décolonisation au milieu des années 1950 (ceci fait appel à vos connaissances acquises en classe de Première!).

Q° 2 - Quelle place tiennent les pays représentés à la Conférence dans l'ordre économique international de cette période ?

Q° 3 - Quelle est la situation politique de ces États ?

Q° 4 - Quelles sont leurs revendications principales ?

R1 - Le **texte** est un **extrait de la résolution finale de la Conférence des peuples afro-asiatiques de Bandung (18-25 avril 1955)**. Cette conférence a été organisée en Indonésie, pays **récemment libéré de la tutelle des Pays-Bas** et regroupe des États récemment décolonisés, **soucieux d'affirmer leur souveraineté et leur solidarité collective**. Souvent étudié pour sa portée politique – **affirmation de la souveraineté et de l'égalité des nations entre elles, refus de toute pression de la part des grandes puissances** – l'extrait étudié révèle aussi la portée économique de cette conférence.

R2 - Les **vingt-neuf nations** réunies représentent **plus de la moitié de l'humanité**, mais seulement **8 % du PIB mondial en 1955**. Pour autant, en 1955, ce sont surtout les revendications politiques qui passent au premier plan de la conférence, les pays présents ayant pour **ambition de définir une 3^e voie entre l'Est et l'Ouest** en pleine guerre froide : c'est ce qu'on a appelé le « **non-alignement** ».

R3 - Ces États sont de **jeunes Nations, récemment libérées de la tutelle coloniale**. C'est le cas de l'**Indonésie**, pays organisateur, mais aussi de l'**Inde et du Pakistan**, indépendants depuis 1947. On peut noter le **cas particulier de la République populaire de Chine**, communiste depuis 1949. La Chine tient en effet une place à part puisqu'elle **n'a jamais été vraiment colonisée** (même si son économie était dominée par les pays européens au XIX^e siècle). Cette **proximité avec les pays du Tiers-Monde est encore aujourd'hui un aspect important de la position de la Chine dans le monde**.

R4 - Le texte de la résolution finale fait le **bilan du retard pris par ces pays dans la croissance économique** : « nécessité urgente d'encourager le développement économique ». Pour autant, en matière économique, la **rupture complète des liens avec la métropole est souvent difficile**, voire impossible : « une contribution appréciable à la réalisation de projets de développement ». Néanmoins, ces jeunes nations ont à cœur de **faire entendre leur voix propre**, ce qui passe par une organisation collective : « s'accorder une assistance technique » et l'**utilisation des Nations Unies comme d'une tribune** : « une ligne de conduite unifiée (..) ainsi que dans d'autres organisations internationales ».

Dans la même lignée, l'**OPEP** (l'organisation des pays exportateurs de pétrole) est créée en **1960** et cherche à contrôler les profits d'un marché du pétrole en plein développement.

En **1964**, la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) voit l'**émergence d'un bloc du Sud avec le « Groupe des 77 »** (qui regroupe **133 pays aujourd'hui**) qui rassemble les pays du tiers-monde. Cette conférence offre un cadre aux discussions sur l'aide au tiers-monde. Il s'agit de **favoriser l'expansion du commerce international dans une perspective de développement**, perspective qui n'est pas du tout prise en compte par le GATT.

II- Instabilité économique et mondialisation : le difficile apprentissage de l'interdépendance (1h)

? **En quoi l'entrée dans une nouvelle phase de la mondialisation dans les années 70 relance la nécessité d'une coopération internationale ?**

A - La formation d'un système international des capitaux privés

1° - Les États-Unis modifient les règles du jeu

Le système mis en place à **Bretton Woods** revenait à un **système de financement public international**. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la finance officielle joue donc un rôle prépondérant. Les **flux de capitaux privés sont encore modestes** : les **investissements directs et les crédits commerciaux** sont **le plus souvent garantis par les**

États des pays exportateurs, les États-Unis en premier lieu. En effet, au lendemain du conflit, il n'existe pas de marché international des capitaux de taille suffisamment importante. **Les possibilités de financement des pays en déficit se limitent en pratique aux possibilités de tirage sur le FMI et d'emprunt auprès de la Banque Mondiale.** Dans ces conditions extrêmement restrictives, les **déficits courants généralement devaient être contenus en dessous de 1% du PIB, ce qui est très faible.** [Cette situation était donc radicalement différente de celle d'aujourd'hui.]

Pourtant, ce système allait progressivement être remis en cause. En effet, ce dispositif de financement allait progressivement subir la **concurrence du marché des « eurodollars »**. À partir de la **seconde moitié des années 1960**, de **plus en plus de capitaux sortent du territoire des États-Unis**, désireux de trouver une meilleure rentabilité à l'étranger, **creusant de plus en plus le déficit de la balance des capitaux américains.**

Trois éléments peuvent expliquer ce déficit croissant :

- les **investissements massifs des firmes des États-Unis à l'étranger**, en Europe notamment ;
- le **plafonnement des taux d'intérêt aux États-Unis** encourage les emprunts étrangers sur ce marché (puisque les taux d'intérêt y sont faibles) ;
- le financement de la **Guerre du Viêt-Nam.**

Les **dollars se répandent donc dans le monde**, notamment en Europe où on les appelle les « eurodollars ». Les opérations réalisées en dollars à l'étranger, par des filiales des banques américaines, ne sont pas contrôlées par la **Banque centrale des États-Unis, la FED, qui ne peut contrôler des marchés étrangers à son territoire.** Elles ne sont pas contrôlées non plus par les Banques centrales des pays dans lesquels elles se produisent, car elles se font

en dollars. Elles échappent donc à tout contrôle étatique et sont très rentables, encourageant le développement de marchés de capitaux privés.

2° - La fin du système de Bretton Woods

Doc. 2 p. 375 – La fin du Gold Exchange Standard (1971)

Q°1 p. 375 – Quelle décision annonce Richard Nixon ? A qui s'adresse-t-il ? Pourquoi ?

Q° 2 p. 375 – Quelles raisons invoque-t-il ?

R1. Richard Nixon annonce l'abandon de la libre-convertibilité du dollar en or. Il s'adresse avant tout au peuple américain, dans une retransmission télévisée. La décision de quitter unilatéralement le SMI s'explique avant tout par des raisons de politique intérieure (et à un an de la prochaine présidentielle). Les États-Unis sont alors une puissance en crise. Le Président évoque ainsi le Vietnam (« des difficultés à clore la guerre ») et les difficultés économiques des États-Unis : « l'inflation vole chaque Américain », « notre combat contre le chômage ».

R2. Il invoque de prétendues attaques contre le dollar, attaques menées à l'étranger par « ceux qui spéculent sur la monnaie ». Cette désignation d'un ennemi flou, peu identifié, permet à Nixon de ne pas aborder les questions économiques de fond.

En **1971**, les **États-Unis** sont confrontés à leur **premier déficit commercial** depuis le début du XX^e siècle. Les **dollars présents hors du sol américain représentent alors 5 fois la valeur des réserves d'or détenues par la FED.**

Les États-Unis craignent de voir se déclencher une crise financière très importante.

C'est pour tenter de la contrer que le **président Richard Nixon** annonce, le 15 août 1971, la **suppression de la convertibilité du dollar en or**. C'est une **décision unilatérale** des États-Unis : cela signifie qu'ils l'ont prise sans consulter leurs alliés et partenaires économiques. Cette décision est **entérinée a posteriori par l'accord de Washington**, signé le 18 décembre 1971 par les grandes puissances économiques. Cet accord aboutit à la **dévaluation du dollar, à la réévaluation du Deutsch Mark et du Yen japonais** (la RFA et le Japon sont alors les 2^e et 3^e économies mondiales). Les marges de fluctuation des monnaies autorisées à Bretton Woods sont élargies de 1 à 2,25 %.

Cette réforme se révèle insuffisante du point de vue des États-Unis, dont l'économie donne alors de sérieux signes de faiblesse. Ils décident de dévaluer à nouveau le dollar le 13 février **1973**, de 10 % cette fois. Mais cette décision unilatérale n'est cette fois pas suivie d'un accord : les pays européens décident de ne pas suivre cette dévaluation. Il s'ensuit un **flottement généralisé des monnaies**, hors des limites prévues. C'est la **fin du système de Bretton Woods, le FMI perdant de fait sa capacité de contrôle sur les fluctuations monétaires**.

Les **accords de Kingston** (capitale de la Jamaïque) signés en **janvier 1976** officialisent la fin de ce système, et la disparition de l'or comme étalon monétaire : chaque monnaie peut désormais fluctuer, **chaque État membre du FMI est libre de décider de sa politique monétaire. Désormais, la valeur des monnaies est décidée par les marchés**. La période est marquée par d'importants désordres monétaires, avec notamment l'**effondrement du cours du dollar**. Les États prennent aussi conscience qu'il leur incombe désormais d'attirer les capitaux de plus en plus importants et libres de leurs localisations.

Confrontés à la crise, les **États ne parviennent pas pour autant à envisager des réponses collectives**, mais les premières tentatives de coordination internationale après l'effondrement du système de Bretton Woods se font jour.

B - Le nouveau jeu mondial des années 1970 et 1980

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les **pays industrialisés subissent une décision prise par un autre groupe de pays** : les pays exportateurs de pétrole. Le **premier choc pétrolier a pour résultat la multiplication par quatre du prix du pétrole entre octobre 1973 et janvier 1974**. Ainsi, une série de décisions prises en dehors des grands centres de pouvoir économique du monde développé perturbe l'ensemble de l'économie mondiale.

Tous les pays industrialisés sont affectés par ce choc, et prennent conscience de leur **dépendance énergétique**. Le **2^e choc pétrolier, en 1979**, coïncide avec l'arrivée de **gouvernements très libéraux** aux États-Unis (élection du **Président Républicain Ronald Reagan en 1980**) et au Royaume-Uni (arrivée de **Margaret Thatcher, Premier ministre conservateur**) qui **remettent en cause l'intervention de l'État dans l'économie**.

D'autres acteurs tentent de se faire entendre et revendiquent une place dans un ordre mondial défini sans eux : **nouveaux pays industrialisés d'Asie (Hong Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour), pays les moins avancés, pays émergents...** mais aussi acteurs non-étatiques comme les **Organisations non Gouvernementales (ONG)**. En 1971, est organisé pour la première fois le **World Economic Forum de Davos qui associe États et milieux d'affaires**. Pour les gouvernements, un nouveau type de gouvernance se profile : il faut trouver des

compromis plutôt qu'imposer des décisions à l'intérieur de frontières bousculées par la mondialisation.

Les premières tentatives de coordination des États sont issues de l'initiative des pays industrialisés.

En **1975 le G6** est créé : il réunit les **États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie**, c'est-à-dire les six pays démocratiques les plus industrialisés au monde. Le **Canada**, mécontent de ne pas avoir été invité, rejoint ce club dès **juin 1976**, le G6 devient donc le **G7**. Quatre membres du G7 appartenant aux communautés européennes (République fédérale d'Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni), la Commission européenne obtient d'être présente lors des différentes rencontres, sans obtenir de siège officiel. Le G7 est conçu comme un club de happy few (heureux élus) : les dirigeants des pays les plus riches se réunissent. En février 1987, les accords du Louvre tentent de définir une politique monétaire coordonnée, notamment entre les États-Unis d'une part et le Japon et l'Allemagne d'autre part. Ces sommets sont aussi l'occasion pour le pays hôte de déployer faste et appareil, dans des décors exceptionnels : Versailles en 1982, Williamsburg en 1983, Venise en 1987.

C - Les crises de la dette des pays du Sud

1° - La crise de la dette en Amérique latine

Août 1982 : le **Mexique** déclare officiellement qu'il **n'est plus en mesure** de faire face à ses engagements, c'est-à-dire **de rembourser ses créanciers**. Prises de panique, les banques réagirent par **l'arrêt brutal des financements vers l'ensemble des pays d'Amérique latine,**

propageant la crise à l'ensemble de la région.

Cette crise des années 1980 donne au **FMI un nouveau rôle** : il pourvoit les financements dont les pays, incapables de faire face à leurs échéances ont besoin. Mais **cette aide est conditionnée à la mise en œuvre de « politiques d'ajustement structurel »** : libéralisation de l'économie, ouverture des frontières, privatisation de secteurs alors contrôlés par l'État.

2° - La dette des pays d'Afrique subsaharienne

Cette **stratégie est aussi appliquée dans les pays à faible revenus d'Afrique subsaharienne**. Leur situation est pourtant très différente des **pays d'Amérique latine**. Ces derniers avaient emprunté auprès des banques américaines pour profiter des faibles taux d'intérêt. Quand ces taux sont repartis à la hausse, après le second choc pétrolier, ces pays se sont retrouvés avec des remboursements beaucoup plus élevés que prévus : on dit que le service de la dette a augmenté. Leur incapacité à rembourser menaçait donc directement le système bancaire américain.

Mais les **pays d'Afrique subsaharienne** ont surtout emprunté de l'argent **directement auprès des pays riches et de la Banque mondiale**. Ces pays **auraient donc pu renégocier** – à la baisse – cette dette afin d'empêcher qu'elle n'asphyxie les pays concernés, puisqu'elle ne menaçait en rien le système bancaire international.

Doc. - L'intervention du FMI dans un pays d'Afrique des années 1980 : l'exemple du Ghana

Présentation du Ghana (capitale *Accra*) :

- Pays du Golfe de Guinée ;
- Deuxième producteur mondial de cacao (60% des exportations agricoles du pays) ;
- 1982 : baisse du cours des matières premières et agricole, baisse du cours du cacao ;
- Possède aussi des ressources naturelles : or, manganèse, bauxite, diamants ;
- Mais son industrie est très peu développée ;

- La situation politique du Ghana est considérée comme un modèle en Afrique. Le gouvernement de l'indépendance, favorable au non alignement et ouvert aux pays de l'Est bâtit une économie sur le modèle socialiste. Il est renversé, des régimes militaire et corrompus alternent. Plusieurs coups d'État menés par un officier putschiste, Jerry Rawlings, vont permettre de lutter contre la corruption endémique et transférer au secteur privé les entreprises d'État inefficaces. Le FMI et la Banque Mondiale vont prêter de l'argent au pays, à deux conditions, revoir entièrement le fonctionnement du Ghana par une administration pléthorique et privatiser le secteur du cacao et des mines. Rawlings accepte, sous la pression des bailleurs de fonds, le retour à la démocratie. Les Ghanéens vivent mieux que leurs voisins, dans un pays qui poursuit la voie de la démocratie, alors que le voisin ivoirien a sombré dans le chaos de la guerre civile.

- L'évolution économique du Ghana depuis trente ans :
 - Le Ghana, confronté à la baisse des cours du cacao, doit s'endetter
 - Obtient un prêt du FMI : 2,4 milliards de dollars sur 4 ans
 - Contrepartie exigée par le FMI : libéralisation des prix et des échanges commerciaux
 - Recettes tirées de l'exportation de cacao désormais utilisées pour rembourser le prêt au FMI
 - Retard de développement : peu d'écoles, d'hôpitaux...
 - Poursuite des privatisations avec la transition démocratique du début des années 1990
 - La production cacaoyère ivoirienne est vendue au Ghana pendant les années de guerre civile
 - Aujourd'hui, le Ghana reste toujours un pays pauvre très endetté
 - Découverte récente de gisements de pétrole dans le Golfe de Guinée, secteur minier en expansion.

Q°1 - Présentez la situation du Ghana au début des années 1980 ?

Q°2 - Pourquoi peut-on parler d'engrenage de l'endettement ?

Q°3 - Pourquoi le FMI présente-t-il le Ghana comme un élève modèle ?

Q°4 - Quelles peuvent être les conséquences, souhaitables ou non, de découverte des gisements de pétrole pour le Ghana ?

R1 - Le Ghana est un pays du Golfe de Guinée dont l'**économie est en grande partie dépendante des exportations de matières premières et agricoles**, notamment de cacao. Or, comme de nombreux pays africains, ce pays a été **touché par la baisse des cours mondiaux des matières premières au début des années 1980**. Un pays comme le Ghana est **incapable d'influer sur ces cours, qui sont décidés par les marchés internationaux** (les deux grandes bourses mondiales des produits agricoles sont Londres et Chicago). Par contre, une **baisse de ces cours a des conséquences immédiates sur son économie** puisqu'elle signifie une baisse très significative de ses revenus. Or, son **économie est très peu diversifiée** et les autres secteurs n'ont pas pu prendre le relais du cacao.

R2 - Dans ces conditions, **l'endettement est devenu nécessaire pour faire face aux dépenses**. Mais les **remboursements des prêts octroyés par le FMI sont soumis à des conditions très contraignantes de libéralisation de l'économie**. D'autre part, le FMI – et la Banque Mondiale – ont **refusé jusqu'en 1996 d'accepter le principe de la renégociation des sommes qui leur étaient dues**. Le pays qui s'endette doit donc en priorité rembourser cette dette, au détriment d'autres dépenses lui permettant d'élever son niveau de développement, comme des écoles ou des hôpitaux.

R3 - Le FMI a présenté le Ghana comme un élève modèle car il a connu un **processus de démocratisation depuis le début des années 1990**. Ce processus a renforcé la confiance du FMI et des autres créanciers du Ghana, et n'a pas interrompu la libéralisation de

l'économie.

R4 - La découverte du gisement de pétrole dans le golfe de Guinée, dans les eaux territoriales du Ghana, est une bonne nouvelle pour ce pays. En effet, le **pétrole peut servir de relais de croissance et procurer des revenus substantiels à son économie**. Par contre, ce n'est peut-être pas une très bonne nouvelle pour la jeune démocratie. Si on prend l'exemple du Nigéria, on constate que les revenus importants tirés du pétrole sont captés au profit du pouvoir autoritaire de ce pays et par les firmes pétrolières occidentales ou asiatiques qui les exploitent. Dans ces conditions, **la richesse tirée du pétrole n'a pas amélioré le niveau de développement du Nigéria, consolide un pouvoir dictatorial et entraîne la guerre civile** pour modifier par la force le partage actuel des richesses. **Le risque est grand pour le Ghana.**

III - Progrès et limites de la gouvernance économique mondiale

🔗 En quoi la prise de conscience du caractère mondial des problèmes économiques interroge l'ordre économique mondial établi après la Seconde Guerre mondiale ?

A - Vers un nouvel ordre économique mondial

Doc. 3 p. 371 – La concentration des pouvoirs fédéraux et internationaux à Washington

Q°1 – Après avoir analysé le document et sa légende, que constatez-vous ?

Q°3 p.371 - Quelles institutions internationales font de Washington le **cœur de la gouvernance économique mondiale après 1945 ?**

R - Washington est le **siège des deux grandes institutions** nées de la signature puis de la ratification des accords de Bretton Woods : le **Fonds monétaire international** dont l'objectif est de fournir des liquidités à un pays frappé par une crise financière, et **la BIRD**, devenue Banque mondiale en 1960, dont l'objectif initial était l'aide à la reconstruction, avant d'élargir ses prérogatives aux pays en développement.

Deux aspects expliquent la configuration actuelle de l'économie mondiale, et le **passage d'une économie-monde américaine à une économie multipolaire**, qui vous a été présenté dans le premier chapitre de l'année de Première.

1° - La fin de la guerre froide

En effet, la réflexion sur la gouvernance mondiale était de peu d'actualité pendant cette période. Le **système international est alors organisé en fonction de la coupure Ouest/Est** et s'appuie sur les institutions héritées de la reconstruction du monde après la Seconde Guerre mondiale. La **géographie de l'économie internationale organisée par ces institutions se limite de fait aux alliés des États-Unis.**

L'effondrement du communisme en Europe de l'Est (1989) puis de l'URSS (1991) met fin de fait à cette organisation bipolaire du monde.

Les réflexions autour de la nécessité d'une meilleure gouvernance prennent alors plus d'importance. En effet, la **prise de conscience se fait du manque de cette gouvernance à l'échelle mondiale**, alors que l'intégration économique est de plus en plus avancée à l'échelle de la planète.

2° - La montée en puissance des pays émergents

Cette montée en puissance **remet en cause les conceptions du monde développées par les pays occidentaux** et multiplie le nombre de pays désirant avoir voix au chapitre dans la gouvernance mondiale. Qui sont ces puissances dites émergentes, qu'on désigne maintenant comme le groupe des **BRIC** ?

Doc. 4 p. 387 – Les BRICS

- **La Chine** : Mao meurt en 1976, Deng Xiaoping lui succède. Il opte pour la modernisation de son pays et son ouverture de plus en plus importante aux investissements internationaux. Elle est **admise à l'OMC en 1995**. Peuplée de 1,3 milliards d'habitants, elle est devenue la **2e puissance économique mondiale (devant le Japon)**, le **1er émetteur de CO2 dans le monde (devant les États-Unis)**, le **2e pays consommateur d'énergie**.

- **L'Inde** : a aussi décidé d'accroître son ouverture économique dans les années 1990. Sa **croissance annuelle moyenne atteint 7,9 % entre 2002 et 2007** ; Elle s'est spécialisée dans **l'informatique et les services**.

- **La Russie** : **Croissance annuelle moyenne de 6,9 % entre 2002 et 2007** ; sa richesse repose essentiellement sur l'exportation de ressources énergétiques, notamment du gaz.

- **Le Brésil** : la **croissance annuelle moyenne de ce pays a atteint 3,7 % entre 2002 et 2007** ; c'est une **puissance agricole de premier plan**.

Certains experts estiment qu'à l'horizon 2030-2040, le PIB total de ces pays pourrait dépasser celui des pays occidentaux.

B - La nouvelle gouvernance de l'économie et de la finance mondialisées

1° - Les désordres financiers mondiaux : l'exemple de la crise asiatique de 1997

Doc. 3 p. 375 – La fluctuation des monnaies : la parité yen/dollar (1970-2000)

La première grande crise financière de l'Asie émergente a lieu en 1997. **Tous les pays**

d'Asie sont frappés et la crise a des répercussions mondiales affectant le Brésil et la Russie.

Doc. - Calendrier de la crise asiatique en 1997

2 juillet : décrochage de la monnaie thaïlandaise, le baht ;

24 juillet : effondrement monétaire et boursier en Asie du SE (Thaïlande, Malaisie, Philippines) ;

Août : décrochage de la monnaie indonésienne, la roupie

23 octobre : krach boursier HK

27-28 octobre : chute cours Bourses EU et Europe

novembre/décembre : décrochage de la monnaie sud-coréenne, le won et krach boursier à Séoul

décembre : rééchelonnement de la dette sud-coréenne par les banques occidentales et japonaises

...et propagation mondiale en 1998 :

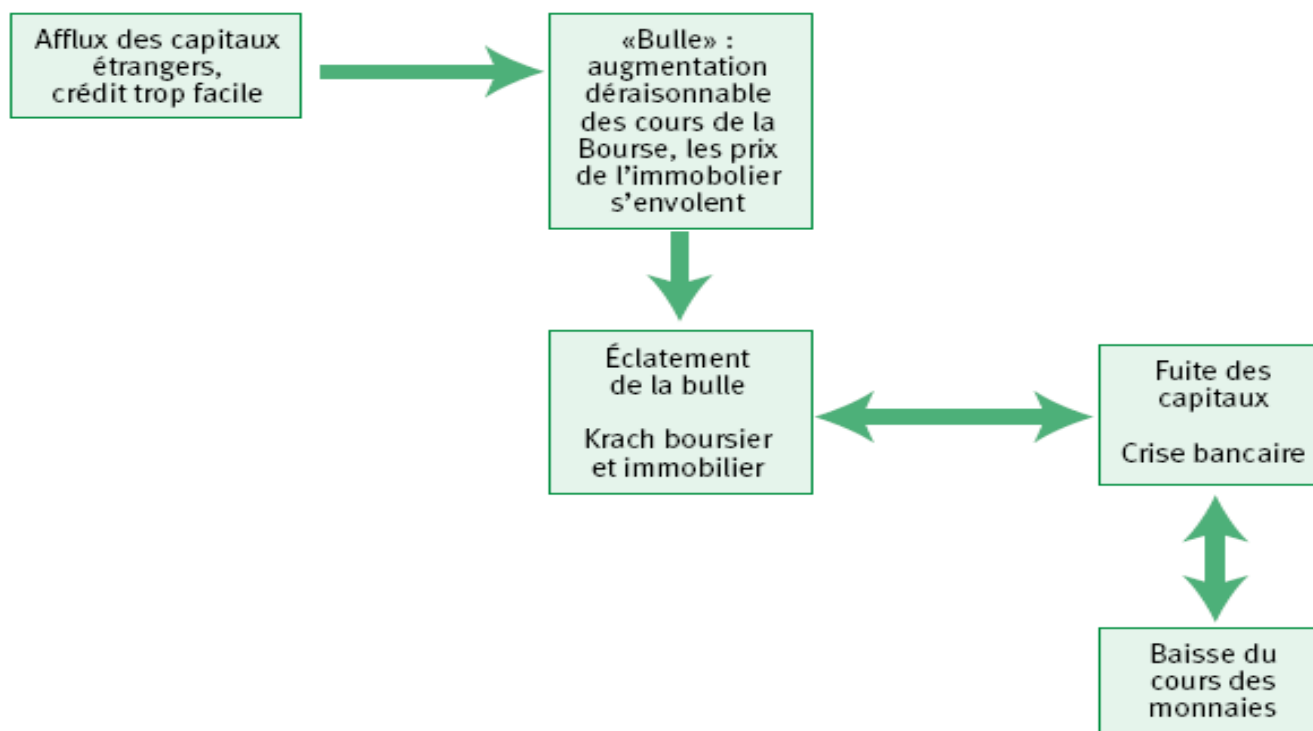
Avril : krach boursier à Moscou

juillet : FMI décide principe prêt de 22,6 milliards à la Russie

août : chute des Bourses de Sao Paulo (perd 40 %) et Buenos Aires (perd 38 %)

septembre : chute des Bourses mondiales.

Doc. - Le mécanisme de la crise asiatique de 1997



Doc. 4 p. 383 – Les possesseurs de bons du trésor américain

Doc. 5 p. 383 – La Chine, nouveau créancier des Etats-Unis

Q°3 p.383 – Qui sont les principaux détenteurs de la dette américaine ? Pourquoi ?

R. Les pays asiatiques, la Chine au premier plan, ont retenu la leçon de cette crise : la **priorité est désormais pour ces pays de se constituer des réserves financières aussi importantes que possible**. La **Chine accumule vis-à-vis des États-Unis des excédents commerciaux : cela signifie qu'elle exporte vers les États-Unis davantage qu'elle n'importe de biens et de services produits aux États-Unis**. Elle investit ses excédents en achetant des **bons du Trésor américain et devient donc le premier créancier des États-Unis**.

2° - Les désordres financiers mondiaux : la crise des *subprimes*

Dossier pp. 384-385 – Une crise mondiale

Prendre connaissance des documents du dossier à la maison.

Doc. 1 p. 384 – De la récession américaine à la récession mondiale

Q°1 p. 385 – Quels sont les signes qui annonçaient une récession de l'économie américaine selon Nouriel Roubini ?

R1. Selon Nouriel Roubini, trois signes sont annonciateurs de la récession à venir : la spéculation dans le secteur immobilier : « *il y a maintenant des preuves que les prix des maisons vont chuter* », l'inflation créée par l'augmentation de la facture énergétique : « *une flambée des prix de l'énergie* », en particulier du pétrole, l'inaction de la FED à empêcher la création d'une énorme bulle spéculative : « *le relèvement trop tardif des taux d'intérêts de la FED* ». À noter que cette dernière critique est reprise par Paul Krugman (*Cf. doc. 6 p. 379*).

En **2007** éclate aux États-Unis la crise des *subprimes*, dont les mécanismes sont proches de ceux de la crise asiatique de 1997, mais dont **les conséquences, dramatiques, sont de portée mondiale**. On retrouve en effet la **hausse vertigineuse des prix de l'immobilier**. Les banques ont accordé facilement des crédits aux ménages américains, qui pensaient faire une excellente affaire en achetant une maison dont le prix allait augmenter avec les années.

Doc. 1 p. 381 – Une décennie de spéculation immobilière

Certains ménages se sont donc lourdement endettés alors même qu'ils n'étaient pas en mesure de rembourser les prêts contractés – ce que les banques n'ont pas toujours vérifié. Quand la « bulle » se dégonfle et que **les prix de l'immobilier se mettent à baisser**,

ces ménages sont incapables de rembourser ce qu'ils doivent (l'hypothèque de leur prêt) et se retrouvent avec une maison qui ne vaut plus rien – mais toujours un prêt à rembourser.

Or, ces prêts immobiliers ont été transformés en produits financiers : c'est ce qu'on appelle la « **titrisation** ». Ces titres sont **vendus à d'autres banques au sein de montages complexes**. Par conséquent, quand une **banque d'affaires américaine, Lehman Brothers**, a fait faillite au début de l'automne 2008, une **crise boursière et bancaire mondiale** s'est enclenchée. **Doc. 4 p. 385 – Les pays industrialisés face à la crise**

Cette crise a suscité une **réponse immédiate des États**, craignant de voir resurgir l'équivalent de la récession qui a suivi le krach boursier de 1929. Les États-Unis, les États de l'Union Européenne et le Japon ont mis en place des plans de sauvetage des banques et de relance de l'économie.

Dans le même temps, les pays émergents ont mieux résisté à la crise, ils sont moins insérés dans le système bancaire international.

Mais **ces désordres financiers ont imposé l'idée d'une nécessaire régulation mondiale de l'économie.**

C - Les enjeux de la gouvernance économique mondiale

1° - Un nouveau forum mondial ? Le G20

Doc. 2 p. 363 – 2009 : le G20 et l'ouverture aux émergents

Le **25 septembre 2009, le G20** est officiellement réuni pour la première fois à Pittsburgh. L'idée d'un forum élargi aux pays émergents est en fait apparue en 1999, au lendemain de la crise asiatique. Mais il ne s'agit alors que d'une rencontre entre ministre des

Finances et des gouverneurs des Banques centrales des pays concernés. Neuf ans plus tard, l'idée resurgit, réunissant cette fois les chefs d'État et de gouvernement des vingt principales puissances de la planète.

| Pays membre du G20 (par ordre alphabétique) | PIB en 1998 (milliards de dollars) | PIB en 2008 |
|--|---------------------------------------|-------------|
| Allemagne | 2187 | 3673 |
| Afrique du Sud | 134 | 277 |
| Arabie Saoudite | 146 | 469 |
| Argentine | 299 | 325 |
| Australie | 373 | 1013 |
| Brésil | 844 | 1573 |
| Canada | 617 | 1499 |
| Chine | 1019 | 4327 |
| Corée du Sud | 360 | 929 |
| États-Unis | 8793 | 14441 |
| France | 1474 | 2867 |
| Inde | 411 | 1207 |
| Indonésie | 105 | 512 |
| Italie | 1219 | 2314 |
| Japon | 3857 | 4911 |
| Mexique | 455 | 1088 |
| Royaume-Uni | 1456 | 2680 |
| Russie | 271 | 1676 |
| Turquie | 269 | 730 |

NB : l'UE est le 20^e membre du G20

Cf. p. 386, drapeaux des membres du G20

Q°1 - Quels pays font leur entrée dans le G20 par rapport au G8 (G7 + Russie) ?

Q° 2 - En quoi cette entrée est-elle significative ?

Q°3 - Quelle est l'évolution du PIB des pays membres du G20 entre 1998 et 2008 en général ? Pour les pays émergents ? Pour le savoir, vous pouvez calculer le taux de croissance

pour ces pays de la manière suivante : $(\text{PIB en 2008} - \text{PIB en 1998}) / \text{PIB en 2008} / 10$ (le nombre d'années entre 1998 et 2008) $\times 100$ (pour obtenir un %). Les résultats obtenus donnent la mesure du rythme moyen de progression annuelle des différents pays.

R1 - L'**intégration des pays émergents** n'est pas que symbolique : elle est **significative des transformations récentes de l'économie mondiale**. Elle traduit l'importance nouvelle des pays émergents dans l'économie globale et leur aspiration à participer à la prise des décisions concernant la régulation de cette économie.

R2 - Le tableau montre que l'**ensemble des pays membres du G20 ont connu une croissance de leur PIB entre 1998 et 2008**. Par contre, cette évolution est plus ou moins spectaculaire. Elle est particulièrement spectaculaire en Chine et en Inde. Les États-Unis conservent une avance remarquable.

On peut d'ailleurs remarquer que **les croissances sont d'autant plus spectaculaires que les pays concernés partent de loin**.

| Pays membre du G20 (par ordre alphabétique) | PIB en 1998 (milliards de dollars) | PIB en 2008 | Croissance moyenne relative du PIB (sur 10 ans) | Croissance moyenne relative annuelle du PIB |
|---|------------------------------------|-------------|---|---|
| Allemagne | 2187 | 3673 | 67,9 | 6,8 |
| Afrique du Sud | 134 | 277 | 106,7 | 10,7 |
| Arabie Saoudite | 146 | 469 | 221,2 | 22,1 |
| Argentine | 299 | 325 | 8,7 | 0,9 |
| Australie | 373 | 1013 | 171,6 | 17,2 |
| Brésil | 844 | 1573 | 86,4 | 8,6 |
| Canada | 617 | 1499 | 142,9 | 14,3 |
| Chine | 1019 | 4327 | 324,6 | 32,5 |
| Corée du Sud | 360 | 929 | 158,1 | 15,8 |
| États-Unis | 8793 | 14441 | 64,2 | 6,4 |
| France | 1474 | 2867 | 94,5 | 9,5 |
| Inde | 411 | 1207 | 193,7 | 19,4 |
| Indonésie | 105 | 512 | 387,6 | 38,8 |
| Italie | 1219 | 2314 | 89,8 | 9,0 |
| Japon | 3857 | 4911 | 27,3 | 2,7 |
| Mexique | 455 | 1088 | 139,1 | 13,9 |
| Royaume-Uni | 1456 | 2680 | 84,1 | 8,4 |
| Russie | 271 | 1676 | 518,5 | 51,8 |
| Turquie | 269 | 730 | 171,4 | 17,1 |

Le G20 représente bien une avancée puisqu'il représente **90 % du PIB mondial** et place les puissances émergentes sur un pied d'égalité avec les pays industrialisés anciens. Pour autant, comme le G7-G8, le G20 **ne peut que faire des recommandations**. Il n'a **aucun pouvoir contraignant**, au contraire du Conseil de Sécurité de l'ONU par exemple.

2° - Le rôle renouvelé des institutions de Bretton Woods

Lors du **sommet du G20** organisé les 11 et 12 novembre **2010** à Séoul, en Corée du Sud, des **décisions importantes ont été prises concernant le fonctionnement du FMI**. Afin de **tenir compte du rôle accru des puissances émergentes dans l'économie mondiale**, les **droits de vote de ces pays ont été augmentés**. La **Chine détient désormais la 3^e place**, derrière les États-Unis et le Japon mais devant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. L'Inde est 8^e juste derrière l'Italie, la Russie 9^e et le Brésil 10^e.

D'autre part le FMI, qui détient la 3^e réserve d'or mondial derrière les États-Unis et l'Allemagne, a vu ses ressources augmenter afin de lui permettre de mieux répondre aux situations de crise économique et financière.

Conclusion

Carte pp. 366-367 – A la recherche d'une gouvernance économique mondiale

Le monde actuel est encore largement l'héritier du projet politique et économique hérité de la Seconde Guerre mondiale. Les structures de gouvernance actuelle en sont issues, même si leur fonctionnement a pu être modifié. **La recomposition de l'économie mondiale n'est pas achevée et l'ensemble de ses conséquences sans doute imprévisible**. Pour le moment, **aucun modèle de gouvernance mondial ne s'est imposé** car il n'existe pas de réel espace public mondial.

Pour autant, le nombre d'enjeux devant être considérés à l'échelle mondiale s'est multiplié, qu'il s'agisse des crises financières ou des enjeux environnementaux.

La notion de biens publics mondiaux – ressources naturelles, air, eau...– **montre l'acuité de ces enjeux, mais aussi la difficulté d'aboutir à des accords internationaux à ce sujet**.

D – Examen

Révisions pp. 392-393

1°- La composition

Sujet sur la gouvernance économique mondiale croisant les trois parties du cours

Manuel synthèse pp. 390-391

2° - Etude critique de documents

Sujet sur une ou plusieurs parties du cours

Manuel p. 388 et p. 389